

CommunisteS

Lien d'échanges, de communications, édité par des militant(e)s du Parti Communiste Français

N° 21



Juillet-Août 2009

Contre le capital, le parti doit être vraiment communiste !

L'enseignement principal des Européennes c'est l'abstention, majoritairement dans l'électorat populaire.

En France, c'est 61,5% et 1,8% de blancs et nuls. C'est aussi 81 % d'abstention en Slovaquie, 73% en Roumanie, 73% en Pologne, 73% en Tchéquie, 72% en Slovénie, 57% en Allemagne, 57% en Suède, 63% aux Pays-Bas...

Quelle légitimité pour le parlement européen ?

En France ces chiffres sont à comparer avec la participation massive au référendum de 2005 (69,4%) qui a abouti à la victoire du NON.

Les peuples saisissent de plus en plus que l'UE n'est qu'un instrument du capital qui veut abolir le progrès social et la démocratie.

Après le NON de mai 2005 à l'euro-constitution, par l'abstention, le peuple a une nouvelle fois sanctionné l'UMP, le PS et les Verts. Il s'est senti bafoué quand ces derniers ont violé le NON souverain en adoptant le traité de Lisbonne.

L'abstention-sanction s'est exprimée particulièrement dans les villes ouvrières comme Calais par exemple où seuls 33% des électeurs se sont déplacés. Le FN, même si Sarkozy a repris une partie de son électorat, fait encore des scores inquiétants dans les régions où l'industrie est cassée au nom du libre échange européen.

Notre Parti a su, dans le passé, conjuguer le patriotisme républicain et l'Internationalisme. Il se doit de reprendre le combat de l'indépendance nationale, pour une issue socialiste à la crise.

Nous avons maintes fois réclamé dans les réunions de sections qu'un bilan soit fait pour comprendre pourquoi on en est arrivé là, pour construire nos propres propositions, et en finir avec les négociations de couloir avec le PS, de garder notre indépendance vis-à-vis de celui-ci et du PGE.

Le problème des alliances électorales est réel. Mais toujours il doit être réglé souverainement par les communistes et sans que notre Parti et ses idées ne disparaissent.

Avant et après les élections européennes aucun compte rendu des assemblées et des réunions du comité exécutif local de La Rochelle. Lors de la Fête départementale du 4 juillet aucun débat sur les élections européennes et les régionales à venir. **Quand et comment les communistes de Charente-Maritime peuvent-ils discuter, confronter leurs points de vue pour être à même d'exercer pleinement leur souveraineté ?**

Nous avons appris qu'une rencontre régionale du PCF a eu lieu début juillet. Dans l'éditorial du dernier numéro des Nouvelles, écrit par le secrétaire départemental (qui est aussi secrétaire de la section de La Rochelle), on aurait dû avoir le compte rendu et les décisions prises : PAS UN MOT !

Nous portons donc à la connaissance des communistes du 17 cette information : **« Sur proposition de la fédération des Deux-Sèvres, la réunion régionale du PCF qui s'est tenue début juillet, rassemblant les secrétaires fédéraux, les élus régionaux, en présence du secrétaire national à l'organisation, a validé l'idée d'organiser à l'automne une réunion dans chaque chef-lieu de département de la région Poitou-Charentes sur un thème précis qui soit à la fois un compte rendu de bilan de la mandature actuelle et un débat sur le projet de la prochaine campagne pour les Régionales ».**

Nous espérons que la direction départementale impulsera la mise en place de cette décision pour que l'ensemble des communistes, dans les cellules, les sections, le département, participent pleinement à l'élaboration de ce projet.

Pour notre part, nous nous y inscrivons !

Le Collectif CommunisteS PCF 17.

Naissance du réseau "Faire vivre et renforcer le PCF".

Extraits. Texte complet sur simple demande à AMC 17 ou sur notre site.

Après son 34ème congrès, le PCF reste à la croisée des chemins.

Un mouvement de fond s'est manifesté parmi les communistes. Ils ont exprimé sans ambiguïté leur volonté de défendre l'existence de leur parti. Ils ont mis en échec, une nouvelle fois après l'Assemblée extraordinaire de décembre 2007, le projet de « métamorphose ».

L'opposition à la poursuite de la stratégie d'abandon de l'identité communiste du PCF que des militants et des organisations du parti ont portée avec le texte alternatif y a fortement contribué.

Dans le même temps, malgré les désaveux successifs, la direction sortante est parvenue à rester à la tête de l'appareil du Parti. Le Comité exécutif national est presque intégralement composé de partisans de la « métamorphose » ou du dépassement du PCF.

La ligne de la direction du Parti tourne le dos à l'exigence d'alternative politique immédiate qu'expriment les luttes en France. Elle restreint la perspective politique à des enjeux strictement institutionnels et électoralistes, en fin de compte, à une simple alternance en 2012.

Cette situation place les militants qui ont porté le texte alternatif devant de nouvelles responsabilités.

La préparation du congrès a permis de marquer des points localement, de nouer de nouveaux liens nationalement entre des organisations du PCF déterminées à ne plus laisser faire. 19 signataires du texte ont été élus, malgré les entraves, au Conseil national.

Il doit apparaître beaucoup plus visiblement, dans le PCF comme dans le monde du travail, que le Parti communiste français ne se réduit pas à la ligne d'abandon de sa direction actuelle. A cette fin, les participants à la rencontre de Malakoff de mars 2009 prennent la décision de constituer officiellement un réseau national dénommé « Faire vivre et renforcer le PCF », comme les statuts du Parti le prévoient.

Dans la suite du texte alternatif du congrès, ils entendent réaffirmer l'actualité des fondamentaux théoriques, marxistes, du PCF, l'importance cruciale de l'organisation communistes dans la lutte des classes, proposer de redonner un nom, enfin, à la perspective que doit porter notre parti : le socialisme.

A cette fin, le réseau se dote d'un collectif national de coordination de 21 membres, responsables d'organisations du PCF dans différentes régions.

Dans la période qui s'ouvre, les participants à la réunion estiment que la priorité politique est de contribuer, par la proposition et l'action, à une perspective de rupture immédiate avec la politique au service du Medef, basée notamment sur la défense des salaires et l'exigence de leur revalorisation, l'interdiction des plans de licenciement, la défense et la reconquête de la protection sociale, celles des services publics nationalisés, l'appropriation publique du secteur financier, des principaux moyens de production... pour un développement économique partant de la satisfaction des besoins des travailleurs et de l'ensemble de la population.

Le Réseau « Faire vivre et renforcer le PCF » fait une priorité de l'action des communistes pour la paix, notamment pour le retrait unilatéral de la France de l'OTAN, de la solidarité avec les partis communistes et ouvriers du monde, contre l'impérialisme, pour l'internationalisme.

Premier stage de formation du Réseau, 28, 29 et 30 août , Saint-Chinian (Hérault)

Inscriptions, si possible avant le 15 août, à l'adresse suivante : Paul Barbazange, secrétaire de section du PCF , 2 rue Voltaire Béziers 34500. barbazange.paul@wanadoo.fr.

Thèmes : *L'histoire du PCF : enjeu de luttes idéologiques. La crise, pour en sortir battre le capitalisme. PCF et communisme au XXIème siècle. Organisation, communisme et rassemblements. Pacifisme et désarmement. Grande pauvreté. Ecologie. Philosophie matérialiste. Questions internationales. Le travail des élus.*

Sarkozy-Medef, ça suffit !

Certains auraient pu penser qu'avec la crise Sarkozy se calmerait. Mais c'est mal connaître le capital et ses serviteurs. Bien au contraire la crise leur sert à accélérer la mise en œuvre de leurs mesures antisociales.

Il faut dire qu'ils sont aidés par toute l'idéologie social démocrate qui a balisé le terrain de renonciation, d'adaptation au capitalisme. Les transferts de Kouchner, de Besson, les relais Attali, Rocard et autres Valls ne sont que la tête émergée d'un iceberg.

Depuis que M. Strauss-Kahn en a pris la direction sur proposition de M. Sarkozy, le FMI (Fonds monétaire international) a gardé la même orientation en obéissant aux dogmes du système capitaliste.

Les prêts qu'il a accordés aux pays en difficulté ont été conditionnés à des coupes sombres dans les budgets sociaux et à une baisse des rémunérations des fonctionnaires. C'est ainsi qu'en Lettonie le salaire minimum a été baissé de 20% et les retraites de 10%. Au 1er septembre, les salaires des enseignants diminueront de 50%. De véritables plans d'ajustement structurel à l'instar de ceux qui sont imposés aux pays en développement! Refusant de prendre en compte la détérioration de la situation économique et sociale des Lettons, l'Union européenne et le FMI ont tenu à saluer les coupes budgétaires approuvées par le Parlement letton le 16 juin: "C'est un pas en avant courageux et ambitieux pour réagir au déséquilibre fiscal".

Le FMI participe à sa façon au débat sur l'âge du départ à la retraite. Dans de nombreux pays d'Europe, l'âge du départ à la retraite a déjà été repoussé. En France, après les coups portés par les réformes successives, le débat a été relancé par l'ex-ministre du travail Brice Hortefeux puis prolongé par le premier ministre Fillon et le président Sarkozy pour le relèvement de l'âge de la retraite à 67 ans. Le FMI a surenchéri et, au nom de la compétitivité, a indiqué que "l'attention devrait se porter sur une élévation de la participation au marché du travail au niveau de la moyenne européenne, notamment par

l'intermédiaire d'un changement du départ à la retraite".

La politique de Sarkozy-Medef (Privatisations des services publics, travail du dimanche, casse de l'enseignement public, de la santé, de la Justice, cadeaux aux riches, taxe carbone payée par les travailleurs, délocalisations, développement du chômage, précarisation des emplois, « information » unilatérale sur tous les grands médias, criminalisation du mouvement social.....) est bien au service du capital.

Sur notre département les conséquences sont catastrophiques : c'est la fermeture de Zodiac, la quasi fermeture de KPI, des licenciements et mise au chômage technique dans la filière nautique, des emplois précaires (à la Sogerma à hauteur de 18%). **C'est en un an une hausse du chômage de 17 % (de 31% sur le bassin de Rochefort).**

Suites aux menaces de délocalisations en Turquie de Delphi à Périgny, la lutte s'organise avec une intersyndicale pour empêcher le démontage de machines qui aboutirait aux licenciements de 110 salariés sur les 550. La CDA est intervenue. Notre camarade Daniel Vince, élu sur Périgny, a apporté son soutien. Pourtant la situation financière depuis le début de l'année était bonne. Mais pour les patrons ce n'est jamais assez.

C'est au nom de cette même rentabilité que la Poste pour « épurer la dette sociale » prévoit de supprimer des emplois, de ne pas remplacer les départs en retraite, de faire travailler plus ceux qui restent en leur supprimant une journée de congé.

On pourrait multiplier les exemples. Il faudra bien qu'une réaction massive à tous ces mauvais coups ait lieu. Naturellement l'unité syndicale que l'on a connue cette année a été un élément intéressant mais insuffisante eu égard aux coups portés.

C'est bien une alternative franche et anticapitaliste dans les têtes et dans les luttes qui pourra combattre efficacement le capital. Et là notre Parti a toute sa place.

Salah Hamouri a été condamné sans preuve à 7 ans de prison par un tribunal militaire israélien.

Citoyen français, il n'a pourtant jamais été soutenu par N. Sarkozy.

Le 26 juillet sa demande de libération a été refusée alors qu'il a purgé la moitié de sa peine.

La campagne nationale doit continuer pour que la France intervienne auprès des autorités israéliennes.

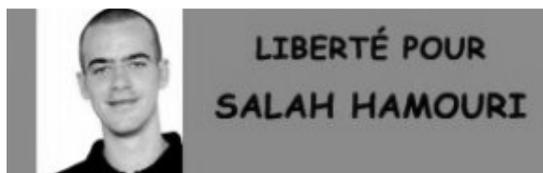
Faire parvenir des messages de soutien à

- Humanité,

164 rue Ambroise-Croizat,

93528 Saint Denis cedex

- libertesalah@humanite.fr



Gaza : crimes de guerre.

Dans un rapport de 117 pages, intitulé « Opération Plomb durci : 22 jours de morts et de destruction à Gaza », Amnesty International livre les conclusions approfondies de son enquête sur l'attaque israélienne de janvier dernier. Elle confirme le bilan des services de santé palestiniens de 1 400 Palestiniens tués et quelque 5 000 blessés, et le fait que de larges secteurs de la bande de Gaza ont été dévastés, avec plus de 2 700 bâtiments détruits.

Amnesty demande à la communauté internationale de soutenir sans réserve la mission du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU chargée d'enquêter sur l'opération, mission qu'Israël boycotte. Amnesty renouvelle son appel à un embargo «total et immédiat» sur les armes à destination aussi bien d'Israël que des islamistes du Hamas qui contrôlent Gaza. Amnesty demande aux Etats partout dans le monde d'engager des poursuites judiciaires pour «crimes de guerre» et «d'arrêter leurs auteurs suspects»...



Quelques remarques du Professeur Oulianov.

Formation et information dans la fédération du PCF 17

Les communistes souhaitent que des formations soient organisées. Aussitôt notre chère fédé a répondu à ce désir en programmant 3 journées de formation, 2 avant l'été et une en septembre, limitées chacune à 12 participants. Les 2 premières ont été annulées au motif : « Pas assez d'inscriptions ». Mais, tous les camarades ont-ils eu l'information ? On sait que non.

CommunisteS n°21

C'est donc le numéro 21 de CommunisteS. Chacun pourra constater qu'il ne faut pas confondre avec Communisme 21 du sénateur R. Hue et de sa compagnie.

La fausse carpe et le faux lapin

J. Bové a donc été élu aux européennes. Bien lui en fasse, lui qui s'est évertué à dire qu'il n'avait pas fait campagne pour le NON. Il avait donc toute sa place avec le révolutionnaire D. Cohn-Bendit.

Suite des européennes

Le parti socialiste européen et les Verts se sont mis d'accord avec la droite pour élire à la présidence du parlement européen J. Buzek qui a été le pire premier ministre polonais en organisant la privatisation des retraites, de la santé et la fermeture des mines....

D. Cohn-Bendit propose Fillon pour s'opposer à Barroso à la présidence de la commission européenne.

Comme dirait l'autre, les b... comptez-vous !